



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 11/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOLE MIO**

20 avenue du Guimand  
26120 Malissard

Références : 20240325-RAP-Insp-OCP-Solemio  
Code AIOT : 0010300099

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2024 dans l'établissement SOLE MIO implanté 20 avenue du Guimand 26120 Malissard. L'inspection a été annoncée le 15/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'une action coup de poing régionale 2024 sur les conditions de mise en œuvre de l'autosurveillance des rejets aqueux et le respect des valeurs limites.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLE MIO
- 20 avenue du Guimand 26120 Malissard
- Code AIOT : 0010300099
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine est spécialisée dans la fabrication de pizzas au feu de bois surgelées. Elle dispose de stockages de matières premières, d'emballages et de produits finis, de groupes froids fonctionnant à l'ammoniac et de tours aéroréfrigérantes.

L'inspection du 25 mars a porté sur le plan des réseaux de collecte et le point de rejet des eaux industrielles, ainsi que sur l'un des séparateurs des eaux pluviales du parking.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective	1 mois
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	1 mois
11	Entretien des séparateurs hydrocarbures sur les eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
10	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise son autosurveillance trimestrielle en faisant appel à des laboratoires externes, il a aménagé un point de prélèvement sur le rejet n°1 (eaux vannes + eaux industrielles) et déclare bien ses analyses dans GIDAF.

Toutefois, certains paramètres de l'arrêté ne font pas l'objet d'une autosurveillance (glyphosate et AMPA), une action corrective doit être engagée.

Par ailleurs, les résultats des analyses montrent des dépassements récurrents en pH et température pour lesquels l'exploitant doit également proposer des actions correctives.

D'autre part, l'exploitant doit fournir le dernier suivi des eaux de TAR au regard de l'arrêté ministériel de la rubrique 2921.

Enfin, il est demandé de justifier de la mise en place d'un programme de contrôle et d'entretien des séparateurs hydrocarbures sur les eaux pluviales.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis préalablement le plan des réseaux : ce plan n'est pas daté mais l'exploitant a indiqué qu'il le tient lui-même à jour et qu'il est actualisé. Ce plan indique : <ul style="list-style-type: none"><li>- les réseaux d'eaux pluviales (eaux infiltrées dans des bassins côté Ouest du site, envoyées dans des puits d'infiltration via des séparateurs côté Ouest/parking du site),</li><li>- le réseau des eaux vannes (sanitaires),</li><li>- le réseau des eaux industrielles qui comprend les eaux de procédé mais également les rejets des tours aéroréfrigérantes.</li></ul> Le point de rejet des eaux vannes / industrielles est commun à partir d'une canalisation sous le bâtiment, le point de prélèvement se trouve dans le parking du site et selon l'exploitant il n'est pas possible de déplacer ce point en raison des dispositions constructives (canalisations enterrées sous le bâtiment).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Observation : il est préférable que le plan soit daté pour garantir la traçabilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b>  Sur site, nous avons regardé les points de rejet suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- eaux pluviales : regard d'un des séparateurs hydrocarbures du parking et du puits d'infiltration en aval de ce séparateur.</li><li>- eaux industrielles + eaux vannes : regard du point de prélèvement dans une fosse juste avant rejet au réseau d'assainissement collectif.</li></ul> Ce dernier point de rejet présentait une grande quantité de matières organiques (cf. photos). L'exploitant a indiqué qu'il ne s'agit pas d'une situation habituelle mais qu'elle fait suite à un nettoyage sous pression des réseaux extérieurs par la collectivité qui aurait renvoyé des matières organiques vers le site, matières rejetées par le site (fromage, etc selon l'exploitant). L'exploitant a transmis par courriel du 4 avril 2024 un mail de Valence Romans Agglo qui confirme qu'une intervention a bien eu lieu devant l'entreprise les 20 et 21 mars 2024.  L'exploitant a indiqué que cette fosse est régulièrement nettoyée tous les mois. On peut relever qu'il n'existe pas de système de pré-traitement sur site, des matières issues du procédé peuvent donc effectivement se retrouver dans les rejets.  L'exploitant a transmis par mail du 3 avril 2024 une photo pour montrer que le nettoyage de la fosse a été réalisé après l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Observation : Pour prévenir des difficultés d'écoulement dans les réseaux de la collectivité par l'accumulation de matières volumineuses et respecter ses valeurs limites en MES au rejet, l'exploitant doit entretenir ses réseaux et sa fosse aussi souvent que nécessaire et éventuellement réfléchir à un système de pré-traitement (dégrillage) des effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



### N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le point de prélèvement est situé dans une fosse sur le parking. D'après l'exploitant cette fosse est équipée d'un canal pour la mesure du débit : le jour de l'inspection ce canal était difficilement visible en raison de la présence d'amas de matières organiques dans la fosse. Toutefois, ce canal est bien mentionné dans les rapports d'analyses trimestrielles par un laboratoire externe.  Comme indiqué au constat n°1, ce point de prélèvement porte sur le mélange eaux vannes + eaux industrielles (eaux de procédé + eaux des purges de TAR).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.[...]
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral du 21/12/2023 prévoit à l'article 4.5.1 les fréquences d'analyses suivantes (et l'arrêté précédent du 01/10/2021 prévoyait les mêmes fréquences) : - analyse trimestrielle pour débit journalier, pH, MES, DBO <sub>5</sub> , DCO, azote global, phosphore total, AMPA et glyphosate, - analyse annuelle pour SEH. Dans GIDAF, l'exploitant a bien déclaré 4 analyses trimestrielles entre mars 2023 et mars 2024. Il a fourni les rapports d'analyse du laboratoire pour ces analyses. Toutefois, les analyses réalisées en 2023 n'ont pas porté sur les paramètres AMPA et glyphosate.  Par ailleurs, le site est soumis à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 pour la rubrique 2921 à enregistrement pour ses installations de refroidissement. Cet arrêté demande des analyses complémentaires (cf. article 60) mais qui ne sont pas à transmettre dans GIDAF mais à tenir à disposition sur site : - analyse trimestrielle en AOX, THM, chlorures, bromures, - analyse annuelle en arsenic, fer, cuivre, nickel, plomb, zinc, - analyse des rejets spécifiques aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un

<p>impact sur l'environnement.</p> <p>Dans les rapports d'analyses trimestrielles présentés (sur le mélange eaux industrielles et eaux vannes), l'exploitant a fait réaliser les analyses en AOX, cuivre, et zinc, mais pas en THM, chlorures, bromures, arsenic, fer, nickel. L'exploitant a transmis par ailleurs des analyses directement sur l'eau des TAR mais qui n'ont porté que sur pH et turbidité.</p> <p>L'article 60 prévoit toutefois que « les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation ». L'exploitant n'était pas en mesure de présenter les justificatifs d'absence de suivi lors de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°1 : Les analyses réalisées en 2023 n'ont pas porté sur les paramètres AMPA et glyphosate. L'exploitant doit justifier l'absence de suivi de ces paramètres ou les prévoir dès les prochaines analyses (l'arrêté préfectoral indiquant que la fréquence de suivi de ces paramètres peut être révisée à la baisse si les flux mesurés pendant 1 an sont inférieurs aux flux limites de l'arrêté).</p> <p>Demande n°2 : Les analyses demandées à l'article 60 de l'arrêté ministériel pour la rubrique 2921 doivent porter uniquement sur les eaux des TAR pour éviter la dilution avec d'autres eaux. Elles doivent porter sur les paramètres cités dans l'arrêté ministériel sauf justificatifs cités à l'article 60. L'exploitant doit se positionner sur la liste des paramètres à suivre .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 21-II</p> <p>« Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</p> <p>Article 58-IV</p> <p>« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déclarations dans GIDAF sur les 12 derniers mois ne font pas apparaître de dépassement. Toutefois, la consultation des quatre rapports complets d'analyses trimestrielles montrent des dépassements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en pH : le pH moyen déclaré dans GIDAF ne dépasse pas les valeurs limites mais le détail des mesures sur 24 h montrent des dépassements de la fourchette 5,5-8,5 qui ne s'applique pas qu'au pH moyen mais à l'ensemble du rejet (article 4.4.7. de l'AP du 21/12/2023) : 5,3 à</li> </ul>

<p>10,82 pour l'analyse du 20 au 21 mars 2023, 5,85 à 11,15 pour l'analyse du 7 au 8 juin 2023, 2,88 à 10,82 pour l'analyse du 13 au 14 septembre 2023, et 4,29 à 9,56 pour l'analyse du 6 au 7 décembre 2023 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en température : les températures maximales sur les 4 analyses en 2023 montrent des pics à respectivement 47,8 °C, 56,4 °C, 48 °C et 35,9 °C.</li> </ul> <p>L'exploitant a expliqué que ces dépassements sont liés aux phases de nettoyage en fin de journée quand se cumulent le rejet du NEP et celui de la laveuse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°3 : L'exploitant doit proposer des actions correctives organisationnelles et/ou techniques pour garantir le respect des valeurs limites en pH et température.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Transmission GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien transmis dans GIDAF 4 analyses trimestrielles en 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Débit de rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>Le débit maximal journalier autorisé pour le site est de 60 m<sup>3</sup>/j (article 4.4.9 de l'AP du 21/12/2023). Le site n'est soumis qu'à une surveillance trimestrielle du débit, mesure réalisée par le laboratoire qui vient faire les prélèvements pour analyses trimestrielles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site ne réalise aucune mesure par lui-même.</p> <p>L'autosurveillance trimestrielle a été réalisée en 2023 par un laboratoire accrédité pour les prélèvements qui a confié les analyses à un autre laboratoire pour les analyses qui a lui-même sous-traité certaines analyses (jusqu'à 3 laboratoires sous-traitants sur un rapport, laboratoires du même groupe).</p> <p>Il a été vérifié par sondage que les laboratoires d'analyses étaient agréés pour les paramètres analysés.</p> <p>On relève que le compte rendu du laboratoire ne mentionne pas les résultats sous agrément (cf. article 4-III de l'arrêté ministériel du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément: « <i>Le laboratoire mentionne dans son rapport d'analyse et dans le fichier de rendu des résultats, les couples paramètres-matrice ou EQB-méthode pour lesquels les résultats d'analyse sont rendus sous le couvert de l'agrément conformément aux I et II du présent article. La mention « résultat d'analyse rendu sous le couvert de l'agrément du ministère chargé de l'environnement dans les conditions de l'arrêté du 26 juin 2023 » est indiquée pour les couples paramètre-matrice ou EQB-méthode concernés.</i> »)</p> <p>Cela va être signalé au laboratoire concerné.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Contrôle de recalage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux</p>

<p>ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'autosurveillance trimestrielle étant déjà réalisée sous accréditation pour le prélèvement et sous agrément (ou accréditation en l'absence d'agrément pour certains paramètres) pour les analyses, le site n'a pas besoin de mettre en place de contrôle de recalage tant que les analyses sont réalisées dans ces conditions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'est pas concerné par une des rubriques visées par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 sur les PFAS dans les rejets aqueux.</p> <p>Interrogé sur l'usage éventuel de produits avec des PFAS, l'exploitant dit n'avoir pas connaissance de présence de PFAS dans les produits utilisés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Entretien des séparateurs hydrocarbures sur les eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les eaux pluviales du parking sont envoyées vers deux séparateurs d'hydrocarbures puis infiltrées via des puits d'infiltration. Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis un relevé d'entretien d'un des deux séparateurs (n°2 - nord) : entretien réalisé le 25 mai 2022 pour un changement de flotteur. Il a également transmis un BSD pour l'évacuation le 2 avril 2024, après la visite, de 3 tonnes d'eaux hydrocarburées. Ces informations ne permettent pas de vérifier que les deux séparateurs sont correctement entretenus, à une fréquence suffisante.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande n°4 : Le respect de la valeur limite en hydrocarbures sur les eaux pluviales repose sur le bon entretien des séparateurs. L'exploitant doit définir, comme prévu à l'article 43-II de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, un protocole d'entretien avec des opérations de contrôle et de nettoyage des équipements à une fréquence adaptée aux flux et à la capacité de l'équipement. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective